

En Irlande, le Brexit dope l'europhilie

Les partis sont quasi unanimes à défendre l'attachement à l'UE

REPORTAGE

DUBLIN - envoyé spécial

La bise glaciale de ce début mai n'a pas refroidi l'ardeur européenne des militants de Fine Gael. Dans leur coupe-vent vert l'Irlande portant le logo du parti de centre droit du premier ministre Leo Varadkar, ils cherchent à engager le dialogue avec les Dublinois qui sortent du tram à Smithfield, un quartier du centre de la capitale irlandaise. « Depuis que les gens ont pris conscience des dégâts possibles du Brexit pour leur emploi et leur pouvoir d'achat, ils ont compris l'importance de l'Union européenne », assure Cathal, un étudiant en sciences politiques qui bat la campagne devant la station de tram en vue de l'élection qui a lieu vendredi 24 mai en Irlande.

L'assertion est difficile à vérifier, tant la fraîcheur incite les voyageurs à presser le pas. Mais selon un récent sondage, avec 93 % d'opinions favorables au maintien dans l'UE, l'Irlande est le plus europhile des pays de l'Union.

Élire des négociateurs aguerris

Dans les rues, rares sont les lampadaires dépourvus d'une affiche électorale avec le portrait, uniformément souriant, de l'un des dix-neuf candidats qui se disputent les quatre sièges de la circonscription de Dublin, sur les treize attribués à l'Irlande. Signe particulier : tous professent leur attachement à l'Europe et reconnaissent que l'UE, même critiquable, a bénéficié au pays. « Nous savons tous que l'Europe n'a jamais été aussi importante pour notre pays, pour nos quartiers, pour notre avenir », a déclaré le premier ministre en lançant la campagne. Seul un minuscule Freedom Party (Parti de la liberté) rompt cette unanimité en défendant un « I Brexit », une sortie de l'Irlande de l'UE.

« Mark Durkan for Europe », pro-

clament les petites fiches cartonnées que distribue l'intéressé, candidat de Fine Gael, à la sortie du tram. L'homme de 59 ans est une curiosité dans cette campagne européenne : originaire de Derry, en Irlande du Nord, il a été député du Parti travailliste social-

démocrate (SDLP, nord-irlandais) à Westminster et joué un rôle de premier plan dans l'accord de paix de 1998. Si Fine Gael lui a demandé de se présenter sous ses couleurs à Dublin, c'est à la fois pour affirmer sa solidarité avec les électeurs républicains nord-irlandais et sa vocation à représenter l'ensemble de l'île. C'est aussi pour souligner l'importance d'élire des négociateurs aguerris comme représentants de l'Irlande au Parlement européen dans le contexte d'un Brexit qui menace l'économie du pays. « Le prochain Parlement européen aura à ratifier le Brexit. Il faudra défendre fermement les intérêts de l'Irlande », affirme Mark Durkan. Il faut aussi montrer notre attachement à l'UE et signifier aux brexiters [partisans du Brexit] de l'autre côté de la mer [en Grande-Bretagne] que nous n'avons aucune intention de les suivre. »

Les élections européennes n'ont jamais fortement mobilisé les Irlandais – 52 % de participation en 2014. Mais cette fois, après trois années de négociations à Bruxelles sur le Brexit au cours desquelles leur pays a été au centre de toutes les attentions, la force de l'enjeu européen relève de l'évidence. Les partis alignent d'ailleurs le plus souvent, non pas des seconds couteaux, mais des poids lourds. « Il s'agit des élections européennes les plus importantes depuis le référendum d'adhésion en 1972, a insisté le vice-premier ministre, Simon Coveney, au cours d'une conférence de presse. L'enjeu est la place de l'Irlande en Europe à un moment où les forces populistes et anti-immigration

menacent, comme chez notre plus proche voisin [le Royaume-Uni], et où l'UE doit redéfinir ses relations avec le reste du monde. »

SEUL UN MINUSCULE

FREEDOM PARTY ROMPT L'UNANIMITÉ EN DÉFENDANT UN « I BREXIT »

Le Brexit a même figé la vie politique irlandaise : le soutien de Fianna Fail (centre droit) au gouvernement de son frère ennemi Fine Gael, censé être provisoire, s'est prolongé et les élections prévues en 2018 ont été repoussées. Pas question d'affaiblir l'exécutif tant que le Brexit n'est pas soldé. La fermeté du premier ministre Leo Varadkar dans la défense du principe de non-retour de la frontière entre le nord et le sud explique sans doute des sondages favorables à Fine Gael pour les élections européennes.

« Un projet de l'élite »

La solidarité durable manifestée par les 26 autres pays de l'Union à l'égard de l'Irlande pendant les négociations a encore renforcé l'europhilie des Irlandais. Au point que, selon un sondage, 58 % des Irlandais sont favorables à une plus forte contribution de leur pays au budget européen. Mais toute démarche perçue comme menant à la création d'une armée européenne mobilise négativement, dans ce pays historiquement attaché à sa neutralité.

Le Sinn Fein est le seul grand parti à émettre une critique « de gauche » des politiques de l'UE. Le parti nationaliste, seule formation présente au nord comme au sud, dénonce notamment une directive européenne censée favoriser l'activité des fonds vautours dans l'immobilier irlandais,

question ultrasensible en pleine pénurie de logements abordables. Mais le Sinn Fein, longtemps ouvertement anti-UE, défend désormais le maintien de l'Irlande dans l'Union. Pour pouvoir un jour gouverner en coalition avec un autre parti, comme il en a l'ambition, mais surtout parce qu'il défend l'idée de la réunification de l'île sous les auspices de l'Union.

« L'europhilie est loin d'être unanime, car les électeurs gardent en mémoire l'austérité imposée pendant la crise de l'euro, tempère Paul Gillespie, chercheur spécialiste des relations entre l'Irlande et le Royaume-Uni à l'University College Dublin. Entre 20 % et 30 % des Irlandais critiquent la politique de l'UE, même s'ils n'ont aucune intention d'en sortir. Les classes défavorisées considèrent souvent l'Europe comme un projet de l'élite. »

Faute d'élections législatives, le scrutin européen se présente comme un test de politique intérieure. D'autant qu'il aura lieu le même jour que les élections mu-

FAUTE D'ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, LE SCRUTIN EUROPÉEN SE PRÉSENTE COMME UN TEST DE POLITIQUE INTÉRIEURE

nicipales et un référendum sur la libéralisation de la loi sur le divorce. Outre la question du logement, celles des inégalités sociales et des déficiences des transports publics alimentent toutes

les conversations. Dernière polémique en date : le contrat passé par le gouvernement avec une société privée pour la généralisation de l'Internet à haut débit, dénoncé par l'opposition. Ce « plan haut débit », présenté en début

de campagne comme le symbole du dynamisme du gouvernement pour équiper le pays et préserver sa compétitivité après le Brexit, parasite désormais le débat européen. Au point que le scrutin du 24 mai prend un avant-goût d'élections générales, comme si l'exception irlandaise avait ses limites. ■

PHILIPPE BERNARD

Au Royaume-Uni, le Parti du Brexit de Nigel Farage soupçonné de financement illégal

À LA VEILLE D'UNE VICTOIRE annoncée aux élections européennes, où les sondages le donnent en tête de tous les partis, le Brexit Party (« Parti du Brexit ») du dirigeant d'extrême droite Nigel Farage est sur la sellette. Lundi 20 mai, la commission électorale a annoncé qu'elle se rendrait le lendemain au siège de cette formation politique créée en janvier sur les décombres de UKIP (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni), l'ancien parti de M. Farage devenu ouvertement xénophobe et antimusulman depuis sa victoire au référendum sur le Brexit.

Alors que la loi britannique ne soumet à aucun contrôle les dons aux formations politiques inférieurs à 500 livres (570 euros), la commission électorale soup-

çonne le Parti du Brexit d'avoir détourné cette règle en encaissant une multitude de règlements tout juste inférieurs à ce plafond via Paypal, un système de paiement en ligne qui ne permet pas de vérifier l'origine des fonds ni le véritable payeur. Or, la législation exige que tout don supérieur à 500 livres provienne d'une source britannique répertoriée.

« Coup monté »

L'ancien premier ministre Gordon Brown a accusé M. Farage d'« affaiblir la démocratie » en acceptant des financements de campagne « dont l'origine est inexplicite ». Le Parti du Brexit, qui fait régulièrement salle comble dans une campagne des européennes désertée par les

grands partis, n'a pas formellement d'adhérents. Il compte des « partisans répertoriés » qui versent au minimum 25 livres par an, apportant un revenu estimé à 2,75 millions de livres. Lundi, à l'annonce de l'enquête de la commission électorale, Nigel Farage a dénoncé « un coup monté par l'establishment » et « une ingérence directe dans la campagne électorale ».

Une enquête de la télévision Channel Four a établi que M. Farage, député européen, avait reçu 450 000 livres de l'homme d'affaires Arron Banks, financier de la campagne du Brexit. Il affirme ne pas les avoir déclarés au Parlement européen parce qu'il s'apprêtait à quitter la politique après la victoire du Brexit. ■

PH. B. (LONDRES, CORRESPONDANT)